

Rudolf Elmer informateur de WikiLeaks

Le banquier qui en savait trop

EN 2006, le Suisse Rudolf Elmer s'installait à Maurice. Deux ans plus tard, il dénonçait sur WikiLeaks les activités illégales de son ex-employeur. Rencontre avec un repenté de l'offshore.

Entretien réalisé par Fabrice Acquilina

En février 2008, depuis Maurice, vous prenez contact avec WikiLeaks. Pourquoi ?

Pour dénoncer les fraudes fiscales de mon ex-employeur, la *Julius Baer*. C'est une banque suisse très ancienne. Très respectée, aussi. Et très riche puisque ses actifs s'élèvent à 175 milliards de dollars. Avant de venir travailler pour la *Standard Bank* à Port-Louis, je dirigeais les opérations offshore de *Julius Baer* aux Caraïbes. Au fil des ans, j'ai constaté des choses très graves en matière d'évasion fiscale. J'ai essayé d'en parler à ma direction, mais en vain. En 2002, ils m'ont licencié. Mais je suis parti avec des milliers de documents, les preuves de ce que j'avais.

Qu'en avez-vous fait ?

Je les ai remis aux autorités fiscales suisses, mais elles n'ont pas réagi. En 2008, un ami m'a parlé du site WikiLeaks et je suis entré en contact avec eux.

Que contenaient ces documents ?

Des informations confidentielles sur les comptes de clients fortunés peu recommandables.

Par exemple...

Un chef de la police mexicaine condamné pour trafic de drogue, un politicien brésilien soupçonné de corruption, des criminels en cavale, des marchands d'armes ou des entreprises saoudiennes liées au groupe de Ben Laden. *Julius Baer* gérait des milliards dans les îles Caïman et encaissait les gains en Suisse en les dissimulant aux autorités helvétiques. La banque avait également mis en place une pseudo-compagnie d'assurances interne au groupe qui s'employait à tromper le fisc. Quand j'ai compris que la justice suisse n'était pas intéressée par mes informations, je me suis

tourné vers WikiLeaks.

Quelles sont leurs méthodes de travail ?

Pour les protéger, je ne tiens pas à donner de détails. Tout ce que je peux vous dire c'est que nous échangeons au moyen de messages cryptés, j'avais des instructions.

Avez-vous rencontré Julian Assange, le rédacteur en chef ?

Une seule fois, à Francfort.

Quel impression vous a-t-il fait ?

Un homme plutôt discret, posé, réfléchi. Je crois que la campagne de calomnies dont il fait l'objet finira par porter ses fruits.

J'espère que Julian apprendra de ses erreurs.

Que voulez-vous dire ?

Aujourd'hui Assange égal WikiLeaks, c'est synonyme. Quand un individu prend autant de place, toutes les dérives sont possibles. Il est dangereux qu'une personne cristallise autant de pouvoir et l'utilise à des fins personnelles. Julian n'aurait pas dû se mêler de politique et s'aventurer dans le débat électoral au Brésil. J'espère qu'il refera de Wikileaks ce qu'il était il y a un an : un site Internet qui dénonce les abus. WikiLeaks devrait également agir avec plus de discernement quand il publie

les noms d'informateurs et de personnels militaires en Afghanistan. Ce genre d'informations pourrait avoir des conséquences graves.

Les informations de WikiLeaks sont-elles toutes vérifiées ?

Dans le cas de *Julius Baer*, il y a eu publication de documents authentiques mais aussi de faux. La banque cherchait probablement à semer la désinformation puisqu'elle n'avait pas réussi à faire fermer WikiLeaks. La mise

multinationales. Peut-être faut-il la détruire pour faire émerger une démocratie plus morale.

Les « whistleblowers » sont-ils un bienfait ou un danger pour la démocratie ?

La société a besoin des donneurs d'alerte. Les lobbyistes de l'industrie de la finance sont trop puissants, ils font ce qu'ils veulent. Pareil pour les multinationales. Cependant, les *whistleblowers* ont le devoir d'être responsables dans le traitement de l'information. Moi, je n'ai rendu public

que 5 % du fichier client de *Julius Baer* en ma possession. Malheureu-

sement, nombre de *whistleblowers* agissent sans faire marcher leur tête. Je prépare actuellement un livre sur la question.

WikiLeaks survivra-t-il au pétage de câble de la diplomatie mondiale ?

J'espère car c'est le seul instrument reconnu qui protège efficacement l'identité des *whistleblowers*. Les gens qui vivent dans des pays opprimés comme la Chine, la Corée du Nord, l'Iran ou l'Irak ont besoin d'être anonymes pour rester en vie. Moi, c'était différent, je vivais à Maurice, je ne cherchais pas l'anonymat. J'ai signé pour accroître la

« JE SUIS PARTI

AVEC DES MILLIERS DE DOCUMENTS. »

en ligne de fausses données était la seule manière de discréditer les informations du site. Cela montre que WikiLeaks ne vérifie pas tout, c'est du reste son point faible.

Que pensez-vous de la divulgation des télégrammes diplomatiques américains ?

Des têtes vont tomber et des négociations importantes seront suspendues pour longtemps. Je ne suis pas certain que toute cette agitation soit une bonne chose. Toutefois, l'histoire nous apprend qu'avant toute construction il y a une phase de destruction. Notre pseudo-démocratie est contrôlée par les lobbys financiers et les

Julius Baer nie tout

Depuis le début de « l'affaire Elmer », la banque suisse *Julius Baer* nie être impliquée dans des fraudes fiscales. « Toutes nos activités sont transparentes et conformes aux lois et aux réglementations en vigueur dans les pays où nous opérons », fait valoir l'établissement. Son porte-parole estime que ces allégations sont des « déformations calomnieuses » fondées sur « des documents faussés et volés ». La banque poursuit son ancien employé. Le procès débute à Zurich en janvier prochain.

Ses dates

- 1955.** Naissance à Zurich (Suisse)
- 1980.** Capitaine dans l'armée suisse
- 1987.** Entre à la *Julius Baer* à Zurich
- 1994.** Dirige les opérations de *Julius Baer* aux îles Caïman.
- 2006.** Salarié de la *Standard Bank* à Port-Louis
- 2008.** Divulgue sur WikiLeaks des informations bancaires confidentielles.
- 2010.** Publie *Bankenterror* et *Tax heavens* (Ed. Lulu.com).
- 2011.** Début de son procès contre *Julius Baer*

crédibilité de mes propos. Par la suite, des gens ont pris contact avec moi et j'ai reçu des informations supplémentaires d'autres clients de banques.

Pour quel résultat, au final ?

D'un point de vue personnel et éthique, dire la vérité m'a soulagé. D'un point de vue judiciaire, les autorités suisses n'ont pas repris les données - alors qu'elles concernaient un délit commis en Suisse. Par contre, les autorités étrangères ont lancé des procédures criminelles qui ont abouti et des millions de dollars soustraits au fisc ont été restitués. Et ce n'est pas fini.

Dans vos ouvrages, vous n'êtes pas tendre avec votre pays...

La corruption est devenue systémique en Suisse, un pays pourtant considéré comme un modèle de réussite économique. *Julius Baer* a voulu acheter mon silence contre 500 000 francs suisses (Rs 26 millions) et l'arrêt des poursuites judiciaires. Plusieurs clients m'ont également proposé de l'argent, j'ai tout refusé. *If you take the money, you*

can't speak up. Mille milliards de dollars d'argent sale sont transférés des pays en développement chaque année, c'est dix fois plus que le montant des aides accordées à ces pays ! Les centres offshore comme la Suisse, les Caïman ou Londres jouent un rôle majeur dans ces flux.

« MA FAMILLE SOUFFRE PARCE QUE J'AI DIT LA VÉRITÉ. »

Et Maurice ? Sommes-nous ce « trou noir de la finance » décrit par le magistrat français Van Ruymbeque ?

Maurice est un trou gris, car chez vous l'offshore est réglementé. Lorsque je travaillais pour *Julius Baer*, la direction envisageait l'ouverture d'un bureau à Maurice, mais elle a renoncé, trop de règles. Finalement nous sommes allés à Singapour. Les banquiers à Maurice sont des gens qui connaissent bien leur métier. J'ai travaillé aux Caïman, en Suisse, à Jersey, à New-York, là-bas on travaille à la chaîne, les banques offshore sont des usines à transactions. A Maurice, même si des failles existent, il y a un embryon de ré-

glementation. Mon expérience à la *Standard Bank* de Port-Louis m'a laissé une meilleure impression que celle aux Caraïbes. A Maurice, je n'ai rien remarqué d'illégal. Le point commun cependant, c'est la culture du secret.

Comment se traduit-elle ?

Très simplement : votre patron vous donne des instructions pour aider les clients à cacher leur argent.

Vos clients à Port-Louis étaient-

ils plus fréquentables que ceux des Caïman ?

Pas forcément. Il y avait de tout, un milliardaire ukrainien, le propriétaire d'un club de foot anglais, mais je gérais aussi les fonds d'une princesse saoudienne soupçonnée d'avoir financé les attentats du 11-Septembre.

Craignez-vous pour votre sécurité ?

Je suis de nature plutôt calme et sereine, mais j'ai conscience qu'une vengeance est possible. Un pépin pourrait m'arriver, mais je n'ai pas peur.

Comment votre famille vit-elle tout ça ?

Ma fille de 11 ans se bat pour que justice soit faite. Elle écrit des

lettres aux juges suisses pour leur expliquer sa peur d'être harcelée par les hommes de *Julius Baer*. Ma femme et ma fille souffrent parce qu'égoïstement j'ai choisi de dire la vérité au grand jour.

Notre installation à Maurice en 2006 était-elle une fuite ?

Pas du tout. Simplement je ne trouvais plus de travail dans mon pays. Le jour où la *Standard Bank* m'a proposé un poste à Port-Louis j'ai accepté. A Maurice j'étais comblé, c'était le paradis. Malheureusement ça n'a pas duré. Après mes révélations sur *Julius Baer*, la *Standard Bank* m'a licencié. Je crois qu'ils ont eu peur. Je me suis recyclé dans l'import-export. Jusqu'en janvier dernier, j'importais à Maurice de la *King Fisher*, une bière indienne.

Pourquoi êtes-vous retourné en Suisse cette année ?

Parce que je suis de plus en plus sollicité. J'anime des conférences dans le monde entier sur les abus de l'offshore, j'écris des livres, je prépare deux documentaires, c'est plus facile d'être en Europe. Mais j'aime l'île Maurice, j'aime cette société multiculturelle qui vit en paix. Une fois ma mission terminée, c'est promis, je reviendrai.